



**Saint-Symphorien-
d'Ozon**

Nombre de conseillers : 29

Présents : 27

Pouvoir : 2

Absents :

Quorum : 15

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE
DE SAINT SYMPHORIEN D'OZON
CONSEIL MUNICIPAL DU 23 JUIN 2026

DELIB-2026-46

L'an deux mil vingt-six, le 23 juin, à 19 heures, le Conseil municipal de la commune de Saint-Symphorien-d'Ozon, dûment convoqué le 17 juin, s'est réuni, en session ordinaire, à la salle du Conseil municipal sous la présidence de Monsieur Arnaud DELEU, Maire.

Secrétaire de séance : Quentin BARBET-VERVLIET

MEMBRES PRESENTS :

Mmes et MM Arnaud DELEU – Quentin BARBET-VERVLIET – Geneviève GLEYNAT – Thibaut DUEZ – Béatrice CHASTEL – Bruno BARAZZUTTI – Sylvie COLOMBET – David ARRAÏS – Pascale LUCARELLI – Philippe TOUZET – Blandine BOST – Gaëlle ROLLY – Franck SLAWINSKI – Loïc JUVIGNY – Fabien CHARRETON – Aurélie WICES-MOREAU – Noémie PROST-PICAZO – Marie GELLY – Mégane ALLÈGRE-DUPONT – Thomas BOST – Alexis GAILLARDIN – Sylvie CARRE – Valérie SPYCKERELLE – Mathieu DUSSERT-BRESSON – Vanessa REVEL – Séverine MORA – Thierry DEVEAUX

POUVOIRS :

Nathalie CEDDIA qui a donné procuration à Sylvie COLOMBET
René MARTINEZ qui a donné procuration à Mathieu DUSSERT-BRESSON

OBJET : DÉSIGNATION DE DEUX MEMBRES POUR REPRÉSENTER LA COMMUNE DE SAINT-SYMPHORIEN-D'OZON AU SEIN DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLETC) DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE L'OZON

IJ/Traité en commission "Finances – Marchés publics – Moyens généraux" le 12 mai 2026

Vu l'article 1609 nonies C-IV du Code Général des Impôts ;

Vu l'article L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n°69.2026-03-13-00040 du 19 mars 2026 relatif aux statuts et compétences de la Communauté de Communes du Pays de l'Ozon ;

Vu la délibération de la CCPO n°2026-64-5.7.3 du 13 avril 2026 approuvant la création d'une commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) ;

Considérant la nécessité d'instaurer une Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) pour le mandat 2026-2032 ;

Considérant que le code général des impôts précise qu'il est créé entre l'EPCI et les communes membres, une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Cette commission est créée par l'organe délibérant de l'EPCI qui en détermine la composition à la majorité des 2/3. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

La commission élit son président et un vice-président parmi ses membres. Le président convoque la commission et détermine son ordre du jour. Il en préside les séances. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le vice-président.

Considérant que la commission peut faire appel, pour l'exercice de sa mission, à des experts. Elle rend ses conclusions l'année de l'adoption de la cotisation foncière des entreprises unique pour l'EPCI, et lors de chaque transfert de charges ultérieur ;

Considérant que l'évaluation est déterminée à la date de leur transfert par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévues au premier alinéa du II de l'article L.5211-5 du CGCT, adoptées sur rapport de la CLETC ;

Considérant que l'EPCI verse à chaque membre une attribution de compensation et qu'elle ne peut être indexée.

Accusé de réception en préfecture
069-216902916-20260623-DELIB2026-46a-DE1 /2
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026
recours formé contre la présente délibération

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en préfecture,
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Considérant que les attributions de compensation constituent une dépense obligatoire pour l'EPCI. Le conseil communautaire communique aux communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions au titre de ces versements.

Considérant que le conseil de l'EPCI ne peut procéder à une réduction des attributions de compensation qu'après accord des conseils municipaux des communes intéressées ;

Considérant que le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers, et les conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la CLETC ;

Considérant que par délibération du 13 avril 2026, le Conseil Communautaire a approuvé la création de la CLETC et a précisé qu'elle était composée de deux représentants par commune ;

Il est proposé au conseil municipal de désigner deux représentants de la commune pour siéger au sein de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLECT) de la CCPO.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, les nominations s'effectuent au scrutin secret. Toutefois, cet article prévoit également que le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations. Dès lors, il est proposé au conseil municipal de procéder à cette nomination au vote à main levée.

Le Conseil Municipal :

- DECIDE, à l'unanimité, de procéder à cette nomination au vote à main levée

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- DESIGNER les deux représentants suivants :
 - o Arnaud DELEU
 - o Bruno BARAZZUTTI
 pour représenter la commune de Saint-Symphorien-d'Ozon au sein de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLECT) de la CCPO.

■ télétransmis en Préfecture
Le 17 juillet 2026

■ Date de mise en ligne sur
le site Internet de la collectivité
Le 25 juin 2026



Le Maire,

Arnaud DELEU

Le secrétaire de séance,

Quentin BARBET-VERVLIET

Accusé de réception en préfecture
069-216902916-20260623-DELIB2026-46a-DE
Date de télétransmission : 17/07/2026
Date de réception préfecture : 17/07/2026

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en préfecture,
- date de sa publication et/ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.